

Intitulé de l'épreuve : ...Civilisation.....

Nombre de copies : ..3.....

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Quelles coopérations régionales en Europe orientale et Asie Centrale ?

Dans son célèbre ouvrage Le Grand Échiquier: l'Amérique et le reste du monde (1993), le conseiller de la Maison Blanche Zbigniew Brzezinski s'inquiétait d'un retour du "phénix impérial" de Moscou sur son échiquier proche, et identifiait alors le destin de la jeune Ukraine le "test" des ambitions du Kremlin, ce qui définissait la nature même de l'Etat russe et rendait possible ou non toute "coopération normalisée" entre les ex-républiques soviétiques. Le portrait ironique de "petits hommes vert" déroulant dans un simulacre d'Etat, projet par le cinéaste ukrainien Sergueï Loznitsa dans Donbass (2018), semble aujourd'hui accorder cette analyse.

Les coopérations régionales entre les nouveaux Etats issus de l'URSS lors du mémorandum d'Alma-Ata du 21 décembre 1991 - les pays baltes renoncent au statut d'Etats successeurs -, de la dislocation de la Yougoslavie et de la chute du communisme en Allemagne, et très tôt au cœur des préoccupations. Tandis que les Balkans occidentaux se replient sur fond de conflit ethnique, les Etats continuateurs et successeurs de l'URSS se constituaient, à l'issue de la Déclaration de Minsk du 8 décembre 1991, dans une Communauté des Etats Indépendants. Mais ce mécanisme de coopération régionale attire aussi la méfiance des nouvelles républiques, jalouses de leur souveraineté, alors

N°

.../...

que le jeune ministre des affaires étrangères russe Andreï Kozyarov raconte devant l'Assemblée générale de l'ONU en 1993 le "rôle particulier" de la Russie dans le "bloc spécifique espace post-soviétique". Ce conflit d'interprétation original entre les tentatives d'une intégration puissante et celles promoteurs d'un "divorce civilisé" va selon François Thom contribuer à l'aggravation des litiges territoriaux et des dynamiques de polarisation et de séparation à l'œuvre au début des années 2000. Alors que l'Union Européenne (UE) définit sa politique de voisinage et engage le processus d'intégration institutionnelle des Balkans, les structures de coopération régionale sous influence russe et chinoise se renforcent, avec la création de l'Organisation du Traité de Sécurité et de Coopération (Charte de Chisinau de 2003), de l'Organisation de Coopération de Shanghai (Déclaration de Shanghai de 2001) ou encore de la Communauté économique assoviétique en 2000. L'intervention russe en Géorgie en août 2008 puis l'annexion de la Crimée en mars 2014, dans un contexte de réorientation de Tbilissi vers l'OTAN et d'hésitations de Kiev entre l'adhésion à l'Union Economique Euroasiatique (UEEA) ou à l'accord d'association avec l'UE, ont souligné l'ampleur de la polarisation suscitée par ces mécanismes de coopération et d'intégration régionale.

Les mécanismes de coopération régionale qui devraient assurer la stabilité et l'intégration de l'Asie centrale et de l'Europe orientale contribuent-ils désormais à leur instabilité et polarisation ?

Les divergences d'interprétations quant aux finalités des mécanismes d'intégration régionale ont conduit à des formes instables de coopération, que la nouvelle dynamique des années 2000 a pu répondre (I). Face à la croissante polarisation et à la rerudescence des litiges territoriaux, paradoxalement alimentés par ces formes de coopération régionale, la France et l'UE doivent s'engager pour assurer la pluralité des approches et la stabilité régionale (II).

I. Les divergences d'interprétation quant aux finalités des mécanismes d'intégration régionale ont conduit à des formes contradictoires de coopération, que la nouvelle dynamique des années 2000 peine à résoudre.

(1) Les difficultés d'approfondissement de la coopération régionale en Asie centrale et Europe orientale tiennent à de profondes divergences quant aux finalités des mécanismes d'intégration.

Dans les nouveaux Etats issus de l'URSS, les dynamiques d'intégration subissent par Moscou ne tendent à la réticence de nombreuses républiques, qui voient dans la coopération le moyen d'un "divorce civilisé" selon François Thom (Géopolitique de la Russie). La structure de coopération intérgouvernementale créée par le Déclaration de Bishkek du 3 décembre 1991 pose les jalons d'une intégration plus poussée incarnée par le Traité de Tachkent de 1992 ou Traité de Sécurité et de coopération, qui intègre 6 puis 5 des membres de la CEI. Le memorandum de Budapest fait de l'Ukraine le pilier du système de sécurité régional, seul dépositaire de l'armement nucléaire. En 1991 est créé avec la Chine et plusieurs républiques le Groupe de Shanghai, attaché à la destruction des forces armées des sécessionnistes, canonisme et extérieur religieux. Pour les signataires, la Biélorussie s'engage par ailleurs dans une intégration poussée avec Moscou, dans le cadre de l'Etat de l'Union en 1996. Cette dynamique de coopération différenciée s'inscrit et fait en réaction à la paralysie de la CEI et au désengagement relatif des autres Etats membres de l'URSS : à peine créé en 1992, le commandement militaire unifié est dissous en 1993 ; et sur les 178 traités signés entre 1991 et 2007, seuls 8 sont en vigueur sur l'ensemble du territoire de la CEI. Plusieurs républiques font de leur de l'isolement comme le Tadjikistan, ou de l'intégration infra-régionale, comme le Kazakhstan avec la création en 1994 de la Communauté économique entre-asiatique (CEEA), en vigueur en 2002 et finalement dissoute dans l'UEEA en 2006. Le groupe en conflit territorial avec Moscou crée le partenariat du GUAM en 1997, licite doté d'un statut administratif en 2001. De son côté, l'UE milite une coopération technique avec ses

nouveau venu, dans le cadre du programme d'assistance TACIS en 1991, ou des Accords de partenariat et de coopération, signés avec toutes les nouvelles républiques en 1994 et 1996, dont la Russie lors du Sommet de Conférence de 1996.

Dans les Balkans occidentaux, l'approfondissement de la coopération régionale ne connaît au final engagement de puissances partenaires. L'instabilité renforcée par les conflits successifs de la Serbie avec la Slovénie (1991) puis Croatie (1991-1992) et Bosnie (1992-1995) est initiée par l'UE, les Etats-Unis et la Russie à initier, dès les accords de Dayton, le processus de Rattachement en 1996, encadré de dialogue qui marquent ses limites au sujet du Kosovo. Les années 1990 sont en effet marquées par la multitude de structures de coopération qui divisent la confédération : les conférences baltes (ex-République de 1993 sur invitation d'Athènes), la South European Cooperative Initiative (SECI) en 1996 sous l'égide de Washington, ou encore les deux organisations grecques (Centro Europeos Initiative (CEI) en 1992, tournée vers l'Allemagne, et l'Organisation de coopération de la Mer Noire, tournée vers l'Asie. L'effet est en effet négatif et accroît méfiance et relative faillaise de programmes de stabilité, alors que l'Europe ne reconnaît pas encore d'"espace européen" à l'est : le programme Olmara en 1998 ne stipule que 760 milliards d'euros sur 9 ans.

ix

(2) Le relèvement des dynamiques d'intégration en Asie centrale et Europe centrale au début des années 2000 conduit à une distinction plus nette entre deux sphères de coopération régionale.

Dans les ex-républiques soviétiques, Moscou se fait promoteur dès les années 2000 d'une coopération renforcée, notamment sur le plan commercial et militaire. La chute de Chidzhan en 2002 pérennise l'Organisation du Traité de Sécurité et de coopération qui au bout bientôt d'une fois de réunion rapide (K500), et organise des exercices, le grande jeu (Centro-11 mobilisant 10 000 soldats en Asie centrale) et des exercices communs, ainsi le dispositif Kanal contre le trafic d'opium. Le groupe Shanghai fournit également dès 2001 une personnalité juridique lors du Traité de Shanghai de 2001 visant l'Organisation de

Intitulé de l'épreuve : Civilisation

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Nombre de copies : 3

(coopération de Shanghaï), dotée bientôt d'une structure anti-terroriste, le RATS. Sur le plan commercial, la Communauté Économique européenne (CEE) née en 1991 et agrandie de 2010 par l'Union Douanière Russie - Kazakhstan - Biélorussie, devient Union Économique et Monétaire en 2012. Ensuite, le traité de Minsk d'octobre 2015 la transforme en Union Économique Européenne, dotée d'une Commission sur le modèle européen, intégrant dans la dynamique l'Arménie et le Kirghizistan.

La définition d'une politique étrangère de voisinage et la reconnaissance d'un horizon européen aux Balkans occidentaux conduisent l'UE à structurer la coopération régionale en Europe orientale. Le Sommet de Vienne du 12 décembre 1998 reconnaît un avancé européen qui a été vécu de la Yougoslavie et à l'Albanie et pose les bases d'une stabilité à trois volets pour les Balkans: stabilité, coopération et intégration. Le Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est établi lors du Sommet de Sarajevo de 1999 pose une structure d'organisation de la coopération régionale - qui conduira d'ailleurs à la reconnaitre Conseil de coopération régionale en 2008.

Le processus de stabilisation et d'intégration amorcé au Sommet de Riga qui est fini par la signature de l'accord de Stabilisation et d'Association (ASA) avec l'Union. Ces effets de renforcement de la coopération régionale sont payants: deux ans après l'extension de l'accord de libre échange entre européens (ALECE de 1992) avec Balkans en 2006, le commerce intra-balkanique est multiplié par trois. En parallèle, l'Union précise sa position vis-à-vis

N°

.../...

de l'Europe de l'Est, jusqu'à alors résumée par Romano Prodi dans la formule "tous, sauf les constitutifs". L'adoption de la Politique européenne de voisinage en 2003 (autrefois) puis le traité d'association ratifié au Sommet de Prague en 2003 permettent la signature d'accords d'association effectuant après par la Biélorussie et la Moldavie au Sommet de Vilnius en 2013.

4

a

k

II Face aux dynamiques de polarisation et à la renudecence des conflits paradoxalement alimentés par les mécanismes de coopération régionale, la France et l'UE doivent s'engager pour arrêter la polarité des positions et la stabilité.

① Les dynamiques de polarisation et le conflit alimenté par le mécanisme de coopération menacent la stabilité régionale.

Les enjeux liés aux intégrations des différentes structures de coopération régionales sont une source récurrente de conflit depuis le milieu des années 2000, et sont parfois instrumentalisés par ces mêmes états. Les litiges frontaliers ont fait de 1991 l'objet de règlements au sein de la CEE, qui envoit ainsi des forces de maintien de la paix en Albanie (résolution 858 du Conseil de sécurité), en Transnistrie, en Ossétie du Sud et au Tadjikistan. Mais ce règlement est corseté par les états en conflit territorial avec l'Ukraine, qui crivent en 1993 le GUAM (Géorgie-Ukraine-Azerbaïdjan-Moldavie), devenue structure permanente par le traité de Tbilissi. Comme le souligne le diplomate Henry Zippel de Falzani dans *Vers un nouveau Grand Siècle*, la conscience de roles de ces adhérents

N°

.../...

va conduire certains Etats à adopter des politiques étrangères clivantes. Ainsi, l'Assemblée d'Ivan Karmov rejoint en 1999 la GUAM puis le quille en 2005 contre des concessions de Moscou. De nouveau, en 2014, refusant de rejoindre l'UEEA, l'Azerbaïdjan se résout à rejoindre le CIS-Free Trade Area de la CEI en échange d'une amputation de dette de 800 millions de dollars par le Kremlin. Mais la polarisation aténue par Moscou devient plus évidente après le discours de Vladimir Poutine à la Conférence sur la Sécurité de Munich en 2007, qui constitue selon Montiel l'arborescence dans Russia and the New World Disorder d'une identité impériale, la première affirmation avérée d'un attachement à la multipolarité derrière une diabolique westphalienne.

Les guerres en Géorgie puis en Ukraine ont consacré cette dynamique de polarisation et l'ont aggravée comme le souligne le chercheur autrichien Bobo Lo dans Russia and the New World Disorder: l'intervention russe du 7 au 15 août 2008 en Ossétie du Sud s'inscrit dans un contexte d'avoue de Mikheil Saakachvili de son souhait de rejoindre l'OTAN, la Géorgie étant déjà membre comme Moscou du Partenariat pour la Paix. Cette opération relance les dynamiques d'intégration et suscite une demande croissante des pays frontaliers de la Russie de garanties de sécurité. Son pression de la Pologne, les Etats-Unis amorcent le déplacement d'un "bancice anti-muniste" à la frontière Est de l'Europe et l'OTAN déplace ses contingents en Roumanie et Estonie. Pour Jean Robert Rauot dans Vers une Nouvelle Guerre Froide, l'assassinat de Boris Nemtsov représente le tournant le plus significatif de ce retour des tensions régionales et de l'enfermement des états sur leurs structures d'intégration propres. Elle s'inscrit dans l'axe Kiguridze - Poutine - ukraine Putin's war Against Ukraine dans une histoire de prédation du Kremlin vers l'Etat ukrainien entamée dès 2001. Le déplacement de forces paramilitaires russes à Donetsk entraîne des mesures de sanctions unesco et américaines (Magnitsky Act - de 2012) et (Controlling Nonstate Adversaries through sanctions de 2014), et sera suivie en 2017 par une ultime rame de tension lors de l'adhésion de la Macédoine à l'OTAN.

② La France & l'UE doivent s'engager pour assurer la pluralité des appartenances et le stabilité régionale

En Europe orientale, la France & l'UE doivent poursuivre leurs efforts d'intégration, qui ont effectivement contribué à la coopération intra-balkanique & la stabilité de l'Europe du Sud-Est. Ainsi que l'a rejeté le ministre des affaires étrangères serbe Vuk Jeremić, "la résolution des conflits en cours dans le Balkans ne pourra renouer que par l'intégration européenne". Après avoir obtenu de la Serbie la liaison au Tribunal Penal International pour le Yugoslavia de Radovan Karadžić en 2008, et de Ratko Mladić en 2011, l'Union a aussi permis la signature d'un accord Kosovo-Serbie en 2013 qui a permis à cette dernière de se qualifier pour l'accord de stabilisation & de coopération pris pour les négociations d'adhésion en 2015. À ce titre les effets pour intégrer institutionnellement les Balkans doivent se poursuivre, d'autant que la prolongation du processus de Berlin+ a pu enterrer la doute sur l'intention des autorités bulgares de substituer à l'adhésion un partenariat renforcé. Ce doute n'a pas été réellement écarter lors du sommet de Polognai de 4 et 5 juillet 2019 et risquerait d'être confirmé en octobre 2019 si le Conseil européen n'affiche pas son soutien à l'initiative des négociations avec la Macédoine et l'Albanie. Mais comme l'a souligné Salomé Svanidze, nouvelle présidente géorgienne, dans son ouvrage *Les accès aux nations*, un renforcement de l'Union non elle-même entraînerait une chute de son influence tout le long du voisinage.

L'UE & la France doivent aussi s'attacher à assurer la pluralité des appartenances des formes de coopération dans les Etats du Caucase & d'Asie centrale pour éviter tout enfermement ou pérille de la polarisation. Quatre ans après la fin de la première stratégie pour l'Asie centrale (2007-2015), George Voloskin déclare dans The EU's normative power in Central Asia la perte brutale d'influence de l'Union après son désengagement relatif et l'envie à s'engager dans la mesure à travers des formes de coopération différenciées comme les

Intitulé de l'épreuve : Civilisation

Nombre de copies :

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

ambitieux: BOMCA (Border Management in Central Asia) et CADAP (Central Asia Drug Action program) pour préserver le caractère de dialogue et d'influence multilatérale. Marlène Laruelle dans son rapport The EU in Reconnecting Eurasia insiste elle aussi sur la nécessité d'coopérations non-exclusives et d'une régionalisation permanente, comme celle initiée avec la Biélorussie après le Sommet de Riga en 2015. À ce titre, le cas de l'Arménie doit servir de modèle pour la politique européenne dans la région. Malgré son intégration à l'UECA en 2014, l'UE a pu obtenir des Président Serge Sarkissian la signature d'un Accord de Partenariat global et approfondi avec l'Arménie en novembre 2017, prenant en compte les obligations d'Erevan.

¶

Les mécanismes de coopération régionale nés de la fin de la guerre froide et destinés à la stabilité et à l'intégration de l'Eurasie orientale et de l'Asie Centrale ont paradoxalement conduit à des logiques de polarisation et à la reconsécration des litiges territoriaux. Face à ces dynamiques d'enfermement, l'UE et la Russie doivent s'engager pour assurer la pluralité des coopérations et la normalisation des formes de coopérations régionales.

N°

.../...

Nº
.../...

Nº

.../...

Nº
.../...